

*Accords fiscaux—Loi*

J'entendais tout à l'heure le député de l'opposition dire qu'il n'y avait pas eu de consultation. Il y a eu plus de consultation entre le premier ministre du Canada et les premiers ministres des provinces, le ministre des Finances et les ministres provinciaux des Finances sur ce dossier et en général depuis 18 mois qu'il n'y en a eu pendant les cinq dernières années.

Alors, monsieur le Président, qu'on ne vienne pas dire qu'il n'y a pas eu de consultations, qu'on ne vienne pas me dire qu'il y a eu uniquement de la confrontation depuis 18 mois. C'est absolument faux!

Mon collègue du Nouveau parti démocratique qui parlait tout à l'heure et qui citait des passages des libéraux et des conservateurs et ainsi de suite. En 1980 si le NPD, au lieu d'avoir appuyé le parti libéral, avait appuyé la politique du parti conservateur, peut-être que nous n'en serions pas là. Il y aurait eu au moins quatre ans où nous aurions eu moins de dépenses, il y aurait eu une saine administration que nous n'avons pas eue. Je pense donc, monsieur le Président, qu'il faut leur rafraîchir la mémoire un peu.

Or, lorsque nous regardons cela et qu'on se fait accuser d'avoir coupé... Une coupure, monsieur le Président, cela veut dire qu'il y a un «x» milliard de dollars qui sont donnés chaque année et que nous aurons en moins l'an prochain. Dans le cas présentement à l'étude, il n'y a aucune coupure au niveau des transferts qui sont faits aux provinces, tant dans le domaine de la santé que pour l'éducation au postsecondaire. Il y a une diminution de l'augmentation.

Et qu'est-ce que les provinces nous ont dit? Nous avons annoncé cela en novembre 1984. Les provinces ont dit: Écoutez, nous avons planifié pour 1985. Pouvez-vous reporter cela au 1<sup>er</sup> avril 1986? Pouvez-vous faire en sorte que notre année 1984-1985 et début 1986 ne soient pas affectés par l'annonce de l'exposé économique de novembre 1984? Et nous avons répondu: Oui. Et la mesure peut s'appliquer le 1<sup>er</sup> avril 1986.

Monsieur le Président, il faut comprendre le système. Nous avons, au niveau des dépenses du gouvernement fédéral, prévu des augmentations de l'ordre de 3 ou 4 p. 100. Nous n'allons pas plus haut que 4 p. 100. Et, au niveau des transferts aux provinces, nous irons à 5 p. 100. Je pense qu'il y a un effort de fait dans ce domaine, je pense qu'il y a un effort de fait pour l'avenir.

● (1220)

On parle d'éducation postsecondaire, mais cela c'est l'avenir, monsieur le Président. Et le gouvernement conservateur, le ministre des Finances (M. Wilson), le secrétaire d'État (M. Bouchard), se sont commis à ce sujet comme étant quelque chose d'important, quelque chose de nécessaire et nous travaillons avec cela. Mais nous travaillons également avec la chance d'administrer un pays qui était sur le bord de la faillite lorsque nous sommes arrivés au pouvoir.

Et lorsque nous sommes rendus à payer 25 p. 100 des revenus de l'État qui s'en vont strictement en paiement d'intérêts, je pense, monsieur le Président, que nous avons un grave problème. Et, monsieur le Président, ce n'est pas nous qui avons fait cela, ce sont nos voisins d'en face qui, aujourd'hui, viennent dire: Dépensez, dépensez!

Lorsqu'on parle de certaines modifications, de certaines réductions dans les augmentations, on nous dit: Ne faites-pas cela! Quand on présente notre Budget on nous dit: Vous ne coupez pas assez. J'aimerais que le parti libéral ou le Nouveau parti démocratique, pour une fois en deux ans, ce sera peut-être ce matin, nous disent: Vous devriez couper à telle place. Mais qu'ils nous fassent donc des suggestions. En deux ans, nous n'avons entendu que de la critique. Nous n'avons jamais entendu une seule suggestion positive.

Or, à mon avis, monsieur le Président, le rôle de l'opposition c'est plus que de faire uniquement de l'obstruction systématique sur tout ce qui est présenté par le gouvernement et qui fait partie de l'avenir, sur tout ce qui fait partie d'un gouvernement qui a une politique à long terme pour tout le monde, tant au niveau de la santé qu'au niveau de l'éducation. Nous savons qu'il existe des problèmes au niveau de la santé. Et si nous examinons cela au niveau du Québec, je n'ai qu'à regarder dans ma circonscription de Trois-Rivières, il y a des problèmes. Le gouvernement du Québec n'est peut-être pas capable de remplir toutes les demandes. C'est vrai. Mais l'argent est là et il n'y a pas de coupure et le montant qu'ils vont recevoir tous les ans sera meilleur qu'il ne l'était l'an dernier et je vais citer des chiffres, monsieur le Président, afin de vous donner une petite idée. Si nous regardons cela pour le Québec, 1983-1984, une somme de 3.5 milliards de dollars. Pour 1984-1985, 3.8 milliards de dollars. Pour 1985-1986, 4 milliards de dollars. Je pense, monsieur le Président, que ce n'est pas une réduction et quand un député vient dire que c'est une réduction, on n'a pas tout à fait appris la comptabilité à la même école.

Monsieur le Président, nos dépenses au niveau national. On l'a dit, on doit réduire. Le ministre des Finances (M. Wilson) a fait un travail extraordinaire. Vous savez, on en a eu des ministres des Finances depuis 20 ans. On en a eu plusieurs. On en a eu presque un par année. Ce n'est pas arrivé une fois en 20 ans qu'un ministre des Finances libéral dise, dans une année donnée: Nous allons dépenser tant d'argent et nous allons avoir un déficit de tel montant. Ce n'est pas arrivé une fois. Et cette année, le ministre des Finances a dit: Nous allons dépenser 105 milliards de dollars pour l'année 1985-1986. Monsieur le Président, malheureusement, il s'est trompé. On n'a dépensé que 104 milliards de dollars. Mais, monsieur le Président, je pense que cela démontre que le premier ministre (M. Mulroney), le ministre des Finances connaissent le dossier, savent où ils vont et savent administrer un pays de façon saine, de façon économiquement rentable pour tout le monde.

Même si cela ne fait pas plaisir à l'opposition, en plus de savoir administrer, ils remplissent leurs promesses électorales: création d'emplois, ententes avec les provinces. Monsieur le Président, j'ai fait un petit relevé juste du nombre de consultations entre le ministre des Finances et les ministres des Finances provinciaux: en mai 1985, fin septembre 1985, novembre 1985, décembre 1985, et on viendra me dire qu'il n'y a pas eu de consultation! On viendra me dire qu'on est reparti dans un esprit de confrontation! Monsieur le Président, quatre fois en l'espace d'à peu près huit mois, le ministre des Finances du Canada s'est assis, il a discuté des problèmes du Canada avec les ministres des finances provinciaux. Je mettrais bien au défi les anciens ministres des Finances fédéraux de me donner le même pourcentage.